

Kairos Europe (Wallonie-Bruxelles)
 Avenue du Parc Royal, 2 - 1020 Bruxelles ;
 Compte IBAN : BE03 0004 4311 4184
francois.gobbe@belgacom.net ; 32 (0)2 762 39 20
guindja@yahoo.fr ; 32 (0) 488 13 95 63
 ►► www.kairoswb.com ; www.kairoseuropa.de



Courrier n°56 – octobre 2020

Et maintenant ..., Que va-t-on faire ?

- **Edito** p.2
- **La justice fiscale plutôt que l'austérité - carte blanche** p.3
- **L'impact de l'austérité sur la perception de l'impôt,** p.5
 *en Europe - rapport EPSU 2020
 - La dégringolade des effectifs p.6
 - Un impôt juste ? p.8
 - Les conséquences de la baisse du personnel p.10
 - L'impact de l'informatique p.12
- *en Belgique - UNSP
 - Le SPFinances à la traîne, à tous les étages ... ! p.13
 - La baisse du contrôle fiscal p.15
 - Un rapport de la Cour des Comptes sur le manque de moyens p.16
- **Les Dubaï Papers, l'évasion fiscale organisée ...** p.17
 et un appel à porter plainte
 - Attac p.24
- **Nations-Unies : 75 ans, des solutions maintenant !** p.25
- **Afrique : le prix du pillage des ressources** p.26
 - A. Mosioma/TJNA
- **17 octobre : la Campagne de lutte contre la pauvreté** p.29
 BAPN – RWLP – Rendre visible l'invisible –Netwerktegen armoede
 ... **et les dernières nouvelles du Front** p.30

**Merci d'avance à tous ceux qui nous soutiennent financièrement, si vous ne trouvez pas de virement à cet effet dans ce courrier, la raison en est simple : les services de la Poste, s'accordent désormais un délai de 30 jours avant livraison !
 Le n° de compte IBAN de Kairos Europe WB est le BE03-0004-4311-4184**

Edito : Et maintenant ..., que va-t-on faire ?

Les Nations-Unies ont fêté leurs 75 ans, les grandes banques centrales ont ouvert largement leur porte-monnaie face au Covid et ont permis aux Etats de soutenir entreprises et aides sociales par l'endettement, l'Union européenne s'est même soudée un moment grâce à cet argent magique !

En Belgique, un gouvernement est enfin arrivé : Et maintenant ..., que va-t-on faire ?

« La justice fiscale plutôt que l'austérité » (pp.3-4), c'est l'interpellation lancée dans une carte blanche par les deux grands syndicats et représentants du RJF et FAN à la veille de la formation du gouvernement. Elle insiste sur **les moyens administratifs préalables** (notamment la levée complète du secret bancaire) et nécessaires pour faire face aux dépenses du Covid 19, aux défis de la transition écologique et de l'aide sociale face à la pauvreté. Côté recettes, le programme du gouvernement reste flou et aléatoire à l'exception de « l'effort symbolique » demandé aux plus riches (dépassant un million d'euros en placements).

Plus fondamentalement, des recettes fiscales justes supposent **une administration fiscale efficace**, avec donc des agents en nombre suffisants et motivés, des structures de transparence et de contrôle proches du terrain et de la réalité, tenant compte d'une informatisation adaptée.

La massive enquête européenne du syndicat des services publics (EPSU) (pp.5-12) nous informe malheureusement qu'il n'en est rien. Mieux, c'est le contraire qui s'est mis en place lentement depuis plus de dix ans sous l'influence de politique néo-libérales, se cachant sous le couvert de politiques d'austérité décrétées partout en Europe après la crise financière de 2008 et visant à moins d'Etat. Les chiffres sont éloquentes pour la Belgique, la dégringolade ... (pp.13-15).

Mis à part un unique rapport très ciblé et donc partiel de la Cour des Comptes (p.16), personne ni dans la presse ni dans les médias ne semble se soucier de cette situation : plutôt significatif ... !

Et pourtant, parallèlement à cette situation les nombreuses analyses et « fuites » (leaks) concernant l'existence de la fraude et de l'évasion fiscale se sont multipliés avec des manques à gagner importants pour les recettes des Etats : plus de 20 milliards d'euros par an pour la Belgique, près de 1.000 milliards d'euros au niveau européen ...

Les « Dubaï Papers » (pp.17-23), cette masse de près de 250.000 dossiers tournant autour de Henri De Croÿ et de l'avocat T. Afschrift et consorts rappelle qu'en Belgique, on blanchit toujours allègrement les déviances fiscales au nom de l'optimisation fiscale ! **Un appel à porter plainte (p.24)**, est lancé par des membres d'Attac pour mettre fin aux déviances déontologiques de ceux qui en sont les intermédiaires. **A nous et à vous de jouer ... !**

Mais à quand une structure administrative fiscale permanente consacrée aux hauts revenus et actifs financiers importants, comme il en existe dans 7 autres pays européens ?

En Afrique aussi, le citoyen se voit aussi privé des sommes nécessaires à sa santé et à l'éducation. Ici, c'est la conséquence du **pillage fiscal des ressources naturelles par les multinationales** du Nord pratiquant l'extraction minière.

C'est ce que nous rappelle Alvin Mosioma (TJN Africa) (pp. 26-28).

Enfin, le 17 octobre est la Journée Mondiale de lutte contre la pauvreté (p. 29).

Corona oblige, à cette occasion une multiplicité d'initiatives décentralisées se met en place dans les trois régions du pays. Elles visent à mobiliser autour de cette même situation, à partir de différents angles.

Dernière nouvelle : le Front récemment créé pour répondre à l'urgence démocratique, sociale et écologique s'est doté d'un site d'information, d'un Logo et d'une lettre d'information, et déjà de plusieurs mobilisations et soutiens (p.30). Pour éviter le retour à l'anormal, faire bouillir la marmite sociale et écologique, il nous invite à **Faire Front**.